

**MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES**

**Arrêté n° 56/MRA/DEP du 8 septembre 2005, portant création, organisation et fonctionnement du projet de sécurisation des systèmes pastoraux dans la région de Zinder.**

Le ministre des ressources animales,

Vu la Constitution du 9 août 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu le décret n° 99-466/PCRN/MFT/E du 22 novembre 1999, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999 ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-042/PRN/MRA du 18 février 2005, déterminant les attributions du ministre des ressources animales ;

Vu le décret n° 2005-91/PRN/MRA du 23 avril 2005, portant organisation du ministère des ressources animales ;

Vu la convention de financement n° CNE 1105.01 H relative au projet de sécurisation des systèmes pastoraux dans la région de Zinder, signée à Niamey le 7 juin 2004, entre l'Agence française de développement (AFD) et la République du Niger ;

Sur proposition du directeur des études et de la programmation ;

Arrête :

**Chapitre I – De la création et de l'objet**

*Article premier – Création*

Il est créé, au sein du ministère des ressources animales (MRA) un projet d'appui à l'élevage dénommé « Projet de sécurisation des systèmes pastoraux dans la région de Zinder (PSSP) ». Ce projet est financé par l'Agence française de développement (AFD) à travers la convention n° CNE 1105.01 H.

*Art. 2 – Objet*

Le Projet de sécurisation des systèmes pastoraux dans la région de Zinder (PSSP) vise à sécuriser la mobilité de l'élevage dans une zone de conflit entre éleveurs d'une part et entre transhumants et sédentaires d'autre part.

L'objectif spécifique du projet est de contribuer à une régulation équitable de l'accès aux ressources pastorales dans la région de Zinder à travers :

- l'amélioration de l'accès à l'eau et au fourrage pour les systèmes d'élevage mobile en zone pastorale
- la sécurisation du droit d'usage pastoral des ressources en zones agropastorales et agricoles

Le projet comporte des investissements physiques et des appuis dans le domaine pastoral. Ces deux activités seront mises en œuvre par un opérateur unique, chargé du contrôle des travaux (maîtrise d'œuvre technique) et des appuis en matière pastorale.

**Art. 3 – Composantes du projet**

Le projet comporte quatre composantes :

- 1) les investissements et ingénierie
  - réalisation et réhabilitation d'ouvrages d'hydraulique pastorale
  - balisage de couloirs de transhumance et d'enclaves pastorales
  - maîtrise d'œuvre technique (inventaire détaillé des ouvrages hydrauliques existants, préparation des dossiers d'appels d'offres, suivi des travaux).
- 2) volet pastoral
  - animation
  - appui aux commissions foncières (COFOS)
  - concertation
- 3) appui institutionnel
  - cellule de suivi/MRA
  - contrôle des travaux/MHE
- 4) suivi-évaluation externe

**Chapitre II – Du pilotage et de la mise en œuvre du projet****Art. 4 – Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le ministère des ressources animales qui mettra en place un comité de pilotage, une cellule de suivi du projet.

Le ministère des ressources animales assure aussi la coordination du suivi-évaluation externe du projet.

Toutefois le ministère des ressources animales déléguera la maîtrise d'ouvrage au ministère de l'hydraulique et de l'environnement (MHE) en matière de réalisation d'ouvrages hydrauliques.

Le suivi des travaux de balisage sera de la responsabilité des Cofos sous la supervision du secrétariat permanent régional au Code rural placé au niveau de la région de Zinder.

**Art. 5 – Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise du projet est assurée par le groupement de bureaux d'études IRAM-Karkara-BCEOM, recruté sur appel d'offres international.

**Art. 6 – Suivi-évaluation externe**

Le suivi-évaluation externe sera réalisé par des organismes indépendants du maître d'œuvre.

**Art. 7 – Comité de pilotage**

Un comité de pilotage du projet sera constitué au niveau de la région, présidé par le ministère des ressources animales et comprendra notamment le ministère de l'hydraulique et de l'environnement, le secrétariat permanent du Code rural, ainsi que le gouvernorat de la région et des représentants des éleveurs.

Art. 8 – La constitution et les modalités de fonctionnement du comité de pilotage seront précisés par un arrêté ministériel.

**Art. 9 – Cellule de suivi**

Elle est placée sous l'autorité de la direction des études et de la programmation du ministère des ressources animales et est composée de deux cadres, un à la direction des études et de la programmation pour la coordination du suivi-évaluation et le traitement des dossiers et un à la direction régionale des ressources animales de Zinder.

**Chapitre III – Des attributions et tâches**

Art. 10 – La direction des études et de la programmation du ministère des ressources animales assure la tutelle technique du projet.

Art. 11 – Le suivi et l'évaluation du projet sont assurés par la direction des études et de la programmation, la cellule de suivi, l'Agence française de développement.

**Art. 12 – La cellule de suivi**

Sous l'autorité de la direction des études et de la programmation du ministère des ressources animales et en collaboration avec la direction régionale des ressources animales de Zinder, elle assure le suivi régulier et l'évaluation des activités du projet.

**Chapitre IV – Des dispositions diverses**

Art. 13 – Les membres de la Cellule de suivi seront nommés par un arrêté du ministre des ressources animales.

Art. 14 – Les autres cadres et le personnel auxiliaire seront recrutés sur sélection par l'opérateur en rapport avec le ministère des ressources animales.

Art. 15 – Le personnel du projet bénéficiera des avantages conformément aux textes en vigueur et à la convention de financement.

Art. 16 – Le secrétaire général du ministère des ressources animales est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

*Abdoulaye Djina.*